

# «Le communautaire n'ira pas au frigo»

**L**a N-VA ne mettra pas le communautaire au frigo lors des élections fédérales de 2019, a assuré samedi son président Bart De Wever à VRT Nieuws, en marge d'une manifestation sportive à Anvers.

Le bourgmestre d'Anvers réagissait à une interview des députés fédéraux Hendrik Vuye et Veerle Wouters, qui menacent de quitter le parti si aucune réforme de l'État n'est revendiquée à l'occasion du prochain scrutin. «Si l'électeur décide de m'aider et que nous trouvons des partenaires pour le faire, nous ferons une nouvelle étape vers le confédéralisme, a-t-il précisé. Nous connaissons les circonstances en 2019.»

«Nous sommes convaincus que ce pays a besoin du confédéralisme, a-t-il ajouté. La Flandre doit pouvoir mener une politique socio-économique de centre droit, mais aussi dans le domaine de l'immigration et de la sécurité. Il ne fait aucun doute que ce ne sera possible qu'en se séparant d'une Wallonie qui se déplace vers la gauche.»

Bart De Wever a également critiqué les déclarations de Hendrik Vuye et Veerle Wouters, regrettant que le débat ne soit pas

mené à l'intérieur du parti. «On ne mène pas les discussions internes dans les médias. Cela doit cesser. Je n'ai apparemment pas été assez clair.»

## Vent de révolte à la N-VA

Les deux députés, experts en matières communautaires de la N-VA, avaient déclaré dans De Morgen et Het Laatste Nieuws samedi qu'une rébellion gronde au sein du noyau dur flamming du parti.

«Pour nous, il est tout simplement inconcevable que la N-VA se présente en 2019 sans ambition communautaire. Nous ne pourrions nous aligner sur cette position. Ce sera sans nous», avaient souligné les deux députés fédéraux.

«Nous sommes convaincus qu'une grosse partie de nos partisans en feront de même. Lorsque la N-VA s'est engagée au sein du gouvernement Michel en 2014, beaucoup de membres du parti se sont dits : "C'est bon pour cinq ans, mais pas plus longtemps." »

Le président des nationalistes, Bart De Wever, a laissé entendre cette semaine qu'une nouvelle réforme de l'État n'est pas une priorité pour 2019 et qu'il serait satisfait de poursuivre pour une législature supplémentaire avec la majorité actuelle. ■